SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 30 MAI 2012

PROCES-VERBAL

L'an deux mille douze, le trente mai, à 20 heures, le Conseil Municipal de SAINT-AGATHON, légalement convoqué, s'est réuni, en séance publique, sous la présidence de M. MERCIER Lucien, Maire.

ETAIENT PRESENTS : M. MERCIER L. Maire - Mme PULLANDRE E. - M. LE GUENIC T. - Mme LE GALLIC S. - M. BIHANNIC L. - Mme DELEMER I. Adjointes - MM. FOURCHON S. - ROBIN A. - Mme LE BRETON L. - M. CASTREC A. - Mme BERTRAND N. - M. MORICE J. - Mme PASQUIET AM. - MM. HEURTAULT P. - VINCENT P. - Mmes LE POULLENNEC C. - GUELOU S.

PROCURATION : M. LE BOETEZ G. à Mme BERTRAND N.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. VINCENT P.

M. le Président déclare la séance ouverte.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA DERNIERE SEANCE

Le procès-verbal de la séance du 25 avril 2012 est approuvé à l'unanimité.

INFORMATIONS DIVERSES

OUVERTURE A L'URBANISATION PARTIELLE DE LA ZONE NAsm DE KERAUTER

M. Thierry LE GUENIC, Adjoint en charge de l'urbanisme, de la voirie et du cadre de vie, informe le Conseil que l'enquête publique, relative à l'ouverture à l'urbanisation partielle de la zone NAsm de Kerauter, se déroulera du 2 au 31 Juillet prochain sachant que les permanences du commissaire enquêteur sont les suivantes : 2 et 13 juillet de 9h00 à 12h00 et 31 juillet de 14h00 à 17h00.

Pour répondre à M. Joël MORICE, Conseiller Municipal, M. Thierry LE GUENIC précise que l'enquête porte sur l'intégralité du périmètre mais que le projet se fera en deux tranches.

PLAN LOCAL D'URBANISME

M. Thierry LE GUENIC, Adjoint en charge de l'urbanisme, de la voirie et du cadre de vie, fait le point sur ce dossier et indique les nouvelles contraintes réglementaires (grenellisation) qui vont y prévaloir.

En effet, il convenait de le voter avant le 1^{er} juillet mais la nouvelle réglementation impose, dorénavant et en tout état de cause, d'intégrer les normes du grenelle 2. Dès lors, la commission a décidé de solliciter le cabinet pour modifier sa mission et est dans l'attente de sa décision.

INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES

M. Thierry LE GUENIC, Adjoint en charge de l'urbanisme, de la voirie et du cadre de vie, fait part au Conseil du démarrage, le 29 mai, de l'inventaire des zones humides. Un calendrier de passage de la technicienne est affiché en mairie afin de préciser les secteurs d'investigation pour chaque journée.

Une commission sera constituée pour travailler sur ce document qui donnera lieu à affichage en mairie pendant un mois afin de recueillir les remarques des habitants.

A l'issue de ce délai, et une fois la carte mise à jour, ce document devra être validé par le Conseil Municipal et sera intégré au P.L.U..

PERSONNEL

Mme Elisabeth PULLANDRE, Adjointe en charge des finances et de la restauration scolaire, fait part au Conseil du recrutement de M. Jordan TREBAOL pour pallier l'absence de Mme Isabelle LE PEUCH durant ses congés estivaux (du 16 juillet au 4 août).

Par ailleurs, elle précise que le contrat, C.A.E., de M. Corentin JOUAN a été reconduit à la bibliothèque et ce pour une durée de 6 mois.

L'ensemble des élus, ainsi que les journalistes, est convié à un vin d'honneur, servi aux services techniques, le lundi 4 juin prochain à 17h30, afin de leur présenter M. Eric GERLESQUIN, nouvel employé communal

T.I.G.

M. Le Maire informe le Conseil qu'un T.I.G. intervient aux services techniques depuis le 29 mai et ce jusqu'au 29 juin.

MAITRISE D'ŒUVRE – REAMENAGEMENT DE LA PLACE DE L'ANCIENNE MAIRIE

M. Lionel BIHANNIC, Adjoint en charge des bâtiments et du patrimoine, précise que les 3 cabinets retenus, pour la première phase de la consultation de maîtrise d'œuvre dans ce dossier, sont : HARGOS de SAINT-BRIEUC, BONNOT de SAINT-BRIEUC et GEOFFROY de CAVAN. Ces derniers doivent remettre leur esquisse pour le 25 juin en mairie sans qu'une présentation orale ne vienne étayer leur travail.

RANDO FROUT NATURE

M. Le Maire fait part au Conseil de l'opération rando frouit nature qui se déroulera le 3 juin prochain avec une rando VTT à partir de 8 h 30, pédestre à partir de 9 h et une marche nordique à partir de 9 h 30.

L'inscription, de 5 €, sera reversée au profit de deux associations.

BIBLIOTHEQUE

Mme Isabelle DELEMER, Adjointe aux affaires sociales, informe le Conseil qu'une lecture publique aura lieu le 20 juin prochain à 18 h, à la bibliothèque, assurée par ses auteurs, et précise qu'une animation musicale assurera les intermèdes.

FETE DE LA MUSIQUE

Elle aura lieu le 21 juin prochain sur la place du bourg.

2° - CONVENTION FONCIER BATI INDUSTRIEL : DELEGATION DE SIGNATURE

M. Le Maire fait part au conseil des différentes réunions concernant la mise en place d'un mécanisme de répartition de la Taxe sur le Foncier Bâti Industriel et précise, qu'à leurs termes, un consensus s'est dégagé sur les principes suivants :

- Pas de rétroactivité dans la mise en place du mécanisme de reversement ;
- Prise d'effet en janvier 2011, l'année N étant fixée au 1^{er} Janvier 2011 ;
- Conservation par la commune d'implantation de 10% du total du produit issu de la croissance constatée des bases de taxe foncière sur le bâti industriel entre l'année N et l'année N+1 ;
- Dissociation du fonds de cotisations de TFPB selon que les entreprises sont implantées sur les zones communautaires ;
- Extension du mécanisme de redistribution de cette taxe aux communes pour les entreprises situées hors zones communautaires selon un mécanisme librement déterminé entre elles et faisant l'objet de dispositions spécifiques énoncées dans une seconde partie de la convention à laquelle Guingamp Communauté ne sera pas associée.

Il présente la convention qui reprend ces considérations en précisant, aussi, les pourcentages revenant à chacune des collectivités ainsi que les critères de redistribution retenus.

M. Joël MORICE, Conseiller Municipal, souhaite savoir si des garanties ont été obtenues quant au maintien définitif, de ce qui a été perçu en 2010 notamment en cas de départ d'entreprises de la zone industrielle.

M. Le Maire précise que les locaux restent et que le propriétaire continue à payer et qu'en tout état de cause le texte est bordé en l'état et qu'il convient de le conserver tel que.

M. Stéphane FOURCHON, Conseiller Municipal, tient à faire remarquer que 10%, prévu à la convention, à conserver pour la commune d'accueil cela ne semble pas énorme surtout si on y rajoute 7%, part de la commune prévu par le texte.

M. Le Maire rappelle que la commune arrive à saturation en termes d'accueil d'entreprises et Guingamp Communauté, ayant la compétence économique, est seule à décider du lieu d'implantation des entreprises. Raisons pour lesquelles la commune est préservée, pour lui.

Peut être concernant les acquis mais M. Stéphane FOURCHON ne partage pas son point de vue quant à la répartition ou SAINT-AGATHON est la commune la plus pénalisée.

M. Le Maire évoque, pour sa part, la solidarité avec les autres communes.

Mme Elisabeth PUILLANDRE, Adjointe, parle de l'esprit qui est de donner à Guingamp communauté les moyens de réinvestir.

Autres remarques que souhaite faire M. Stéphane FOURCHON tient au contenu du texte soumis. Il rappelle l'erreur de numérotation, déjà mentionnée, au niveau de l'article 5 qui renvoie à l'article 2 au lieu de l'article 3.

De plus, il relève que la convention précise que la révision est une possibilité et n'est, en aucun cas, obligatoire.

Selon M. Patrick VINCENT, Conseiller Municipal et Vice-Président de Guingamp Communauté, le bilan, prévu dans la convention, induit une forme de révision.

Malgré tout, M. Stéphane FOURCHON trouve dommage que cela ne soit pas indiqué et regrette que le document transmis n'ait pas été mis à jour. Selon lui, la convention n'est pas précise et n'apporte aucun élément de réponse et notamment au niveau de la prise en compte des critères de répartition.

Mme Elisabeth PUILLANDRE souligne que ce texte est le résultat d'un travail et le modifier suppose de le repasser dans toutes les communes.

En tout état de cause, M. Stéphane FOURCHON se montre surpris des erreurs relevées dans le texte et de ces nombreuses imprécisions.

M. Pierrick HEURTAULT, Conseiller Municipal, rejoint cette position et regrette que le document officiel n'ait pas été rectifié et ne soit pas plus clair.

Mme Anne-Marie PASQUIET, Conseillère Municipale, trouve, elle aussi, ennuyeux que le texte proposé ne soit pas plus clair.

Suite à ce débat, M. Le Maire demande au Conseil de se prononcer sur ce dossier.

Le Conseil, après en avoir délibéré et la majorité

VOIX POUR : 10

VOIX CONTRE : 3 (MM. BIHANNIC L. – FOURCHON S., compte tenu du manque de précision du texte – Mme PASQUIET AM.)

ABSTENTIONS : 5 (Mme LE BRETON L. – MM. MORICE J. – HEURTAULT P., pour les mêmes raisons que M. FOURCHON – Mmes LE POULLENNEC C. – GUELOU S.)

DONNE délégation de signature à M. Le Maire, pour intervenir à cette convention, compte tenu de la préservation des intérêts de la commune inscrite dans ce texte ;

DEMANDE la rectification des erreurs portées à l'article 5 et suivant, comme évoqué ci-dessus.

3° - CESSION TERRAIN A GUINGAMP COMMUNAUTE

M. Le Maire rappelle que, par délibération en date du 26 janvier 2011, la décision avait été prise de céder des terrains à Guingamp communauté afin de lui permettre d'effectuer des aménagements paysagers suite à l'implantation de la future ressource. Cependant il apparaît nécessaire de conserver certaines parcelles pour réaliser le projet du lotissement de la source.

Dès lors M. Le Maire demande au Conseil de modifier la délibération précédente en ne cédant que les parcelles cadastrées AI 111 et AI 112 au prix de 0.25 € le m² sachant que les frais annexes seront pris en charge par Guingamp Communauté.

Le Conseil, après en avoir entendu les explications de M. Le Maire et à l'unanimité

MODIFIE la délibération du 26 janvier 2011 ;

DECIDE de céder les parcelles cadastrées AI 111 et AI 112 à Guingamp Communauté au prix de 0.25 € le m² sachant que les frais annexes seront supportés par l'acquéreur ;

DESIGNE Me VINCENT de GUINGAMP pour établir l'acte correspondant ;

DONNE délégation de signature à M. Le Maire pour intervenir à cet acte.

4° CONVENTION MISE A DISPOSITION DU DOMAINE PUBLIC AU PROFIT DE L'ASSOCIATION « LE JARDIN AU BOUT DU CHEMIN »

Mme Isabelle DELEMER, Adjointe aux affaires sociales, informe le Conseil que la commune met à la disposition de l'association, « le jardin au bout du chemin », un abri de jardin (terrain cadastré AK 41) ainsi que du terrain pour ses activités (cadastré AK 42).

Or il convient de formaliser cette mise à disposition et présente, à cet effet, un projet de convention dans lequel est précisé la souscription d'une assurance auprès de la MAIF.

Dès lors elle demande au Conseil de se prononcer sur ce dossier.

Le Conseil, après en avoir délibéré et à l'unanimité

APPROUVE le projet de convention, tel que présenté, entre la commune et l'association « le jardin au bout du chemin » ;

AUTORISE M. Le Maire à signer ce document.

5° - RENFORCEMENT DU RESEAU ELECTRIQUE A KERHORS : CONVENTION AVEC LE S.D.E.

M. Aimé ROBIN, Conseiller délégué, en charge du dossier, informe le Conseil qu'il convient de prendre une convention avec le Syndicat Départemental d'Electricité afin de l'autoriser à réaliser le renforcement des réseaux électriques avec la construction du P. 64 à Kerhors et ce en partie sur les parcelles de la commune.

Dès lors il demande au Conseil d'autoriser M. Le Maire à signer ladite convention.

Le Conseil, à l'unanimité

AUTORISE M. Le Maire à signer la convention d'autorisation de passage pour le renforcement des réseaux électriques avec la construction du P. 64 à Kerhors.

6° - TRANCHE 1 – ECLAIRAGE PUBLIC – RUE DU STADE – LIAISONS DOUCES : DEVIS DU S.D.E.

M. Aimé ROBIN, Conseiller délégué en charge du dossier, présente à l'Assemblée le devis établi par le Syndicat Départemental d'Electricité concernant la réalisation de l'éclairage public de la liaison douce rue du stade (tranche 1). Le coût de ces travaux s'élève à 75 000 € T.T.C avec une participation de la commune de 50%, soit 37 500 € T.T.C. pour de l'éclairage en LED ou il s'élève à 71 000 € T.T.C avec une participation de la commune de 50%, soit 35 500 € T.T.C. pour de l'éclairage classique.

Dès lors il demande au Conseil de se prononcer sur ces devis.

Le Conseil, après avoir entendu les explications de M. Aimé ROBIN et en avoir délibéré, à l'unanimité

APPROUVE le projet d'éclairage public, de la liaison douce rue du stade (tranche 1), présenté par le Syndicat Départemental d'Electricité des Côtes d'Armor pour un montant estimatif de 75 000 € T.T.C. et aux conditions définies dans la convention « travaux éclairage public effectués dans le cadre du transfert de compétence ». Notre commune ayant transféré la compétence éclairage public au Syndicat, celui-ci percevra de notre commune une subvention d'équipement au taux de 50% calculée sur le montant T.T.C. de la facture payée à l'entreprise, augmenté de frais de maîtrise d'œuvre au taux de 5%, tel que défini dans la convention précitée et conformément au règlement.

7° - LIAISONS DOUCES – AVENANT N° 1

Le branchement de la canalisation d'eau pluviale le long de la liaison douce, au droit du lotissement des Châtaigniers a été effectué. Parallèlement, la mise en place d'un enrobé de synthèse sur la liaison douce est abandonné.

Ces modifications se traduisent par un avenant négatif de 2792.00 € HT pour lequel la commission réunie le 26 mai 2012 émet un avis favorable.

Le Conseil, après en avoir délibéré et à l'unanimité

RETIENT l'avis de la commission et autorise le Maire à signer l'avenant qui sera proposé à l'entreprise EUROVIA pour solder ce marché.

8° - CHEMIN DE KERPRAT – AVENANT N° 1

Lors des travaux d'aménagement du chemin de Kerprat, la continuité de la liaison douce nécessitait le busage d'un fossé au bas du talus du magasin « NETTO ».

De plus, afin d'interdire aux automobiles la traversée de l'aménagement de la rue de la Métairie Neuve, des potelets métalliques seront mis en place en bas de la VC n° 12 de Kerprat.

L'aménagement des espaces verts ayant été rétrocédé aux services techniques, ces travaux supplémentaires se traduisent par un avenant négatif de 780.66 € HT, accepté par la commission du 26 mai 2012.

Le Conseil, après en avoir délibéré et à l'unanimité

RETIENT l'avis de la commission et autorise le Maire à signer l'avenant négatif de 780.66 € HT proposé par le cabinet d'assistance à maîtrise d'œuvre CETIA.

9° - ACQUISITION DE MOBILIER POUR LA BIBLIOTHEQUE

M. Alain CASTREC, Conseiller Municipal, rappelle que suite aux travaux d'extension de la bibliothèque, il est nécessaire d'acquérir du nouveau mobilier et présente, à cet effet, le choix du personnel en charge de la bibliothèque/multimédias :

- 2 canapés pour un montant total de 3 308 € T.T.C ;
- 1 table pour 459.50 € T.T.C. ;
- 2 chaises pour un coût total de 253 € T.T.C. ;
- 1 bureau droit pour une somme de 307.10 € T.T.C..

La commande, qui sera passée auprès de l'UGAP, s'élève ainsi à 4 327.60 € T.T.C..

Par ailleurs il précise qu'une consultation va être lancée pour le reste du mobilier (poufs, étagères....) à acquérir.

Le Conseil, après en avoir délibéré, et à l'unanimité

APPROUVE l'acquisition de mobilier auprès de la société UGAP pour un montant de 4 327.60 € T.T.C. ;

AUTORISE M. Le Maire à signer le devis correspondant.

10° - DEVIS DE REPARATION DU FOUR

Les appareils à buées du four de la boulangerie sont défectueux. Leur remplacement devient urgent. 3 devis sont proposés : Les entreprises IDV fournil (13750.00 € HT), SARL Pani Ouest (6881.00 HT) et Régis TEPHANY (6408.59 € HT) . Leurs prestations étant identiques, l'offre de Régis TEPHANY étant la moins disante le Conseil est appelé à se prononcer et autoriser Le Maire à signer le devis correspondant.

Le Conseil, après en avoir délibéré et à l'unanimité

RETIENT l'offre de Régis TEPHANY et autorise Le Maire à signer le devis correspondant.

11° ACCUEIL PERISCOLAIRE - TARIFS 2012-2013

Mme Anne-Marie PASQUIET, Conseillère déléguée aux écoles et à la garderie, rappelle au Conseil que, par délibération en date du 21 septembre 2011, les tarifs de l'accueil périscolaire avaient été portés à 1,50 € l'heure, 0,75 € la demi-heure et la décision avait été prise de facturer le goûter à 0.75 €.

Or pour pallier à la nette augmentation des tarifs et pour être en adéquation avec les tarifs pratiqués ailleurs, la commission enfance jeunesse, réunie le 11 mai dernier, préconise de supprimer la facturation du goûter.

M. Stéphane FOURCHON, Conseiller Municipal, souligne que le prix du goûter, en tant que tel, n'est pas le problème mais l'augmentation globale.

Malgré tout, Mme Anne-Marie PASQUIET relève que la première heure, avec le goûter, est passée de 1.02 € à 2.25 € et la suppression du goûter ramènerait le coût de l'accueil à un tarif plus raisonnable.

M. Stéphane FOURCHON souhaite savoir si l'on possède des références en matière de tarification de garderie

Mme Isabelle DELEMER, Adjointe, détaille les tarifs pratiqués dans les autres communes et précise que la moyenne se situe autour de 1.20 € de l'heure.

DE plus, Mme Anne-Marie PASQUIET rappelle qu'il y aura aussi l'application des tarifs dégressifs pour atténuer la hausse décidée en septembre. A ce sujet, Mme Isabelle DELEMER informe le Conseil que 14 enfants en bénéficieront sur les 40 à 45 enfants fréquentant l'accueil périscolaire.

M. Stéphane FOURCHON estime qu'il aurait mieux valu lisser dans le temps la hausse de ces tarifs et regrette que les élus, dont il fait partie, n'aient pas pris la mesure de leur décision aboutissant à une hausse de 50%.
Dès lors, Mme Anne-Marie PASQUIET demande au Conseil de se prononcer sur cette suggestion.

Le Conseil, après en avoir délibéré et suivant l'avis de la commission enfance-jeunesse, à l'unanimité :

FIXE à 1.50 € l'heure à l'accueil périscolaire, 0.75 € la demi-heure et ce à compter de la rentrée 2012-2013 ;

SUPPRIME, par ailleurs, la tarification du goûter.

12° - DECISION MODIFICATIVE N° 1 – BUDGET COMMUNAL

Mme Elisabeth PUIILLANDRE, Adjointe en charge des finances et de la restauration scolaire, informe qu'il convient de modifier le budget primitif 2012 de la commune suite au reversement, à Guingamp Communauté, d'une somme allouée par erreur à la commune.

Il est donc nécessaire de prendre une décision modificative dans les conditions suivantes :

Section de fonctionnement

	D	R
- Chap. (art 1323) 13	+ 3 500.00 €	
- Chap. (article 2111) 21	- 3 500.00 €	

Le Conseil, après avoir entendu les explications de Mme Elisabeth PUIILLANDRE et en avoir délibéré, à l'unanimité

ADOpte cette modification budgétaire.

13° - PERSONNEL

13 – 1° RATIO PROMUS/PROMOUVABLES

Mme Elisabeth PUIILLANDRE, Adjointe en charge des finances, du personnel, de l'école et de la restauration scolaire et de la vie publique, informe l'assemblée que les dispositions de la loi du 19 février 2007 imposent que pour tout avancement de grade, le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être promus est déterminé par un taux appliqué à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement.

Ce taux, appelé « ratio promus – promouvables », est fixé par l'assemblée délibérante après avis du Comité Technique Paritaire, rendu le 24 avril 2012. Il peut varier entre 0 et 100 % afin de tenir compte de la spécificité des postes.

Cette modalité concerne tous les grades d'avancement, sauf ceux du cadre d'emplois des agents de police.

Elle propose à l'assemblée de fixer les ratios d'avancement de grade pour la collectivité comme suit pour l'année 2012 :

GRADE D'ORIGINE	GRADE D'AVANCEMENT	RATIO (%)
<i>Rédacteur</i>	<i>Rédacteur Principal</i>	<i>100 %</i>
<i>Adjoint Technique 1^{ère} classe</i>	<i>Adjoint technique principal 2^{ème} classe</i>	<i>100 %</i>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE d'adopter la modification des ratios pour l'intégrer à l'année 2012.

13 – 2° PERSONNEL : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Mme Elisabeth PUIILLANDRE, Adjointe en charge des finances, du personnel, de l'école et de la restauration scolaire et de la vie publique, informe le Conseil que la Commission Technique Paritaire et la Commission Administrative

Paritaire, catégorie C, ont rendu un avis favorable au tableau d'avancement de grade proposé et qu'il convient, en conséquence, de modifier le tableau des effectifs.

Le Conseil, après avoir entendu les explications de M. Le Maire et à l'unanimité

DECIDE de créer le poste de rédacteur principal (en attente de la décision de la CAP catégorie B) ;

DECIDE de créer le poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe ;

DECIDE de supprimer, corrélativement, le poste d'adjoint technique de 1^{ère} classe ;

MODIFIE le tableau des effectifs du personnel comme suit et ce à compter du 1^{er} janvier 2012 :

EFFECTIFS DE LA COMMUNE

- Attaché Territorial	1
- Rédacteur principal	1 vacant
- Rédacteur	1
- Adjoint Administratif Principal 1 ^{ère} classe	1
- Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe	1
- Technicien	1
- Agent de Maîtrise Principal	2
- ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	1
- ATSEM 1 ^{ère} classe	1
- Adjoint Technique principal de 2 ^{ème} classe	1
- Adjoint Technique de 2 ^{ème} classe	4
- Adjoint Technique de 2 ^{ème} classe à temps non complet	5

14° - QUESTIONS DIVERSES

DEVENIR DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal

DEMANDE à l'Etat de suspendre les suppressions d'emplois à l'ONF et exige qu'un débat national sur l'avenir de la forêt publique soit organisé au plus vite, intégrant les élus, les personnes de l'ONF et les représentants des usagers de la forêt ;

APPORTE son soutien à la démarche des personnes de l'Office National des Forêts qui vise à assurer la pérennité d'une gestion forestière durable, de proximité assurée par un service public forestier national.

CONTRATS DE LOCATION 2012 AVEC « EAU ET RIVIERES » – EXPOSITIONS 2012 : DELEGATION DE SIGNATURE

Dans le cadre des travaux de nettoyage du froust et en lien avec le projet mené par Mlle Morgane TOUDIC, Mme Isabelle DELEMER, Adjointe aux affaires sociales, présente au Conseil les deux expositions susceptibles d'être mises en place par l'association Eau et Rivière.

La première, sur la vie cachée des amphibiens, se déroulerait du 11 au 30 juin 2012 à la bibliothèque moyennant un coût de location de 495 €. La seconde, sur l'économie de l'eau, aurait lieu du 15 au 20 octobre sur la place du bourg et serait facturée 36 €, sachant que Mlle TOUDIC en assurerait l'animation.

Elle précise que les dates de ces expositions ont été arrêtées en fonction des périodes de présence de Mlle Morgane TOUDIC en mairie. De même, concernant la première exposition, les écoles en ont été informées et y seront associées.

Sinon elle profite de cette question pour rappeler que la seconde journée de nettoyage du froust se déroulera le 30 juin prochain et souligne la réussite de la première journée durant laquelle 14 bénévoles se sont investis.

Dès lors elle demande au Conseil de se positionner sur ce dossier.

Le conseil, après en avoir délibéré et à l'unanimité

APPROUVE l'organisation de ces deux expositions,

AUTORISE le Maire à signer les contrats de location correspondants.

CHARTRE D'ENGAGEMENT ET DE PARTENARIAT AVEC LA POSTE

M. Le Maire présente la charte d'engagement et de partenariat avec la Poste, au vu de laquelle un engagement conjoint est pris afin d'améliorer la signalétique et la numérotation des rues. Il précise qu'au vu des critères indiqués en annexe de la charte, la commune peut se prévaloir du label d'argent.

MM. Joël MORICE et Pierrick HEURTAULT, Conseillers Municipaux, soulignent les nombreuses erreurs constatées ces derniers temps quant à la distribution du courrier dans leurs rues respectives.

Dès lors il demande à l'Assemblée de se prononcer sur cette charte.

Le Conseil, après avoir entendu les explications de M. Le Maire et à l'unanimité

APPROUVE la charte telle que présentée ;

AUTORISE M. Le Maire à la signer.

SUBVENTIONS 2012

Mme Sylvie LE GALLIC, Adjointe en charge du lien social et de la culture, informe le conseil que la commission a étudié les demandes de subvention des associations locales et extra communales, à caractère sportif et culturel, présente les demandes de subvention reçues après le vote du 29 février dernier et validées en commission.

Nom des associations	VOTE 2012	subvent° except 2012
ASSOCIATIONS EXTRA COMMUNALES		
Amicale laïque de PLOUMAGOAR	146.60 €	
Guingamp volley-ball	16.40 €	
Ligue des droits de l'homme	30,00 €	
TOTAL	193.00 €	

M. Pierrick HEURTAULT, Conseiller Municipal, rappelle ses propos tenus lors de la dite commission à savoir qu'une date butoir est indiquée dans le courrier et qu'il est nécessaire de s'y tenir pour éviter de revenir sur ce dossier.

A cet égard, Mme Sylvie LE GALLIC tient à souligner que la date de dépôt des dossiers de subvention n'est notifiée qu'aux associations communales et qu'il est délicat d'exclure les associations extra-communales sur cette base.

Le Conseil après avoir entendu les explications de Mme LE GALLIC Sylvie et après en avoir délibéré, à l'unanimité

VOTE le complément des subventions 2012 dont le détail est énuméré ci-dessus.

ACHAT D'UN CAMION BENNE DE 3.5 T DE PTAC.

Le remplacement du camion IVECO des services techniques est devenu nécessaire de par son ancienneté générant des frais toujours plus importants.

La Commission, après l'analyse des offres des candidats, préconise de retenir l'offre de la société ETOILE D'ARMOR, un Mitsubishi Canter FUSO au prix de 26295.00 € HT. en fonction des critères retenus.

M. Lionel BIHANNIC, Adjoint en charge des bâtiments et du patrimoine, apporte des précisions quant au classement des véhicules français.

La commission propose de retenir l'offre de ETOILE D'ARMOR

Le Conseil, à l'unanimité

AUTORISE Le Maire à signer les documents relatifs à l'acquisition du véhicule cité ci-dessus.

TOILETTES AUTOMATIQUES

Pour des raisons d'esthétique et d'hygiène, il est nécessaire de remplacer les toilettes du bourg.

La commission, après avoir analysé les différentes propositions, propose de retenir la proposition de l'entreprise SAGELEC pour la fourniture et la pose d'une cabine de toilette automatique pour la somme de 43 801.20 € HT, cabine qui ne sera pas payante au dire de M. Lionel BIHANNIC, Adjoint en charge des bâtiments et du patrimoine.

Le Conseil, après en avoir délibéré et à l'unanimité, suit l'avis de la commission

VOIX POUR : 17

ABSTENTION : 1 (M. CASTREC A.)

RETIENT l'offre de l'entreprise SAGELEC et autorise le Maire à signer le devis correspondant.

TRANSFERT VOIRIE COMMUNALE A GUINGAMP COMMUNAUTE

M. Le Maire présente au Conseil le projet de procès verbal de transfert d'une partie de la V.C. 27, du rond point PEUGEOT à l'entrée de la future ressourcerie, à Guingamp Communauté.

Dès lors il demande au Conseil de se prononcer sur ce document.

Le Conseil, à l'unanimité

APPROUVE le projet de procès verbal de transfert d'une partie de la VC 27 au profit de Guingamp Communauté ;

AUTORISE M. Le Maire à intervenir à la signature de ce document.

VOIRIE 2012

M. Thierry LE GUENIC, Adjoint en charge de l'urbanisme, de la voirie et du cadre de vie, sollicite le Conseil pour déléguer, à la commission compétente, l'attribution du programme de voirie 2012 sachant, d'une part, que la remise des offres vendredi dernier n'offrirait pas de latitude pour les analyser et que, d'autre part, il serait trop tard pour attendre le prochain conseil.

Le Conseil, après avoir entendu les explications de M. Thierry LE GUENIC et à l'unanimité

MANDATE la commission compétente pour attribuer le marché de voirie 2012 ;

DEMANDE à ce qu'il lui en soit rendu compte lors de la prochaine réunion ;

AUTORISE M. Le Maire à signer les documents relatifs à ce dossier.

BORNAGE

M. Thierry LE GUENIC, Adjoint en charge de l'urbanisme, de la voirie et du cadre de vie, sollicite le Conseil pour mandater la commission voirie pour attribuer le marché relatif aux missions de bornage pour : le terrain SIMON, le terrain BOUGET (liaisons douces) et pour la future salle.

Le Conseil, après avoir entendu les explications de M. Thierry LE GUENIC et à l'unanimité

MANDATE la commission compétente pour attribuer le marché de prestation relatif aux bornages des terrains évoqués précédemment ;

DEMANDE à ce qu'il lui en soit rendu compte lors de la prochaine réunion ;

AUTORISE M. Le Maire à signer les documents relatifs à ce dossier.

LOCATION TABLES BANCS – CAUTION

M. Le Maire fait part au Conseil de la nécessité de mettre en place un système de caution lors du prêt ou location du matériel communal.

En l'espèce, il propose de l'instaurer, dans un premier temps pour les tables (40 € l'unité) et les bancs (10 € l'unité). Un listing du reste du matériel, avec des propositions de caution, sera soumis au prochain conseil.

Le Conseil, après avoir entendu les explications de M. Le Maire et à l'unanimité

FIXE la caution pour le prêt ou la location des tables à 40 € l'unité et des bancs à 10 € l'unité.

DEMANDE DE LA FNACA

M. Le Maire donne lecture au Conseil du courrier adressé par la FNACA relatif à la dénomination du rond-point, situé sur la commune de PLOUMAGOAR et en limite de la commune de Saint-Agathon, distribuant la zone de Bellevue.

Le Conseil, à l'unanimité

APPROUVE la dénomination suivant : « rond-point du 19 mars 1962 ».

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 H 50